



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Income Tax Remission  
Order (Canada Pension  
Plan)

Décret de remise visant  
l'impôt sur le revenu  
(Régime de pensions du  
Canada)

SI/95-21

TR/95-21

Current to June 10, 2013

À jour au 10 juin 2013

Published by the Minister of Justice at the following address:  
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :  
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS  
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL  
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009, prévoient ce qui suit:

Published  
consolidation is  
evidence

**31.** (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

**31.** (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications  
comme élément  
de preuve

...

[...]

Inconsistencies  
in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité  
— règlements

NOTE

This consolidation is current to June 10, 2013. Any amendments that were not in force as of June 10, 2013 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

NOTE

Cette codification est à jour au 10 juin 2013. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 10 juin 2013 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

Section	Page	Article	Page
Income Tax Remission Order (Canada Pension Plan)		Décret de remise visant l'impôt sur le revenu (Régime de pensions du Canada)	

Registration  
SI/95-21 February 22, 1995

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

**Income Tax Remission Order (Canada Pension Plan)**

P.C. 1995-201 February 7, 1995

His Excellency the Governor General in Council, considering that the collection of the tax is unjust, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)\* of the *Financial Administration Act*, is pleased hereby to remit the net total of the taxes payable under Parts I and I.1 of the *Income Tax Act* for the 1987 to 1995 taxation years that, without regard to sections 122.2 and 122.4 to 122.64 thereof as they read at any time, would not be payable by a taxpayer if the part of any amount received by the taxpayer after 1987 and before 1996 by reason of section 63.1 of the *Canada Pension Plan* that was payable for a month in a year preceding the year in which it was received had been received in that preceding year, and all relevant penalties and interest.

Enregistrement  
TR/95-21 Le 22 février 1995

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

**Décret de remise visant l'impôt sur le revenu (Régime de pensions du Canada)**

C.P. 1995-201 Le 7 février 1995

Sur recommandation du ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)\* de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de faire le montant total net des impôts payables en vertu des parties I et I.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour les années d'imposition 1987 à 1995 qui, compte non tenu des articles 122.2 et 122.4 à 122.64 de cette dernière loi qui pouvaient s'appliquer à quelque moment que ce soit, n'auraient pas été payables par un contribuable si la partie de toute somme reçue après 1987 et avant 1996 en raison de l'article 63.1 du *Régime de pensions du Canada* qui était payable au contribuable pour un mois d'une année antérieure à l'année où elle a été reçue avait été reçue au cours de cette année antérieure, ainsi que les pénalités et intérêts y afférents, estimant que la perception de ces montants est injuste.

\* S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)

\* L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)